

**6 M**

**POPULATION, ÉCONOMIE**

## INTRODUCTION

Pour permettre la connaissance des informations contenues dans les documents dont elles ont la garde, les archives départementales doivent rendre ces derniers accessibles aux usagers. D'où la nécessité de classer, d'analyser, de cataloguer les fonds, les séries, les collections. Ce travail est le devoir professionnel de l'archiviste, qui est tenu de faciliter les recherches et les travaux des autres en leur dévoilant les ressources offertes par son dépôt.

Telle est la tradition suivie depuis plus d'un siècle en Meurthe-et-Moselle. Henri Lepage (1814-1887) et Émile Duvernoy (1861-1942), puis Pierre Marot (1900-1992) et Étienne Delcambre (1897-1961) portèrent leur attention sur les archives anciennes, publiant leurs inventaires et répertoires numériques des séries B à H, qui rendent de si grands services aux historiens et aux amateurs d'histoire lorraine.

Il convenait de poursuivre cette œuvre scientifique en s'attaquant à la masse des documents postérieurs à la Révolution. Dans le courant de 1957, Étienne Delcambre confia le soin de classer la série M à Marie-Thérèse Aubry, qui venait de faire ses premières armes dans la série F. La tâche était assez ardue : aux dossiers sélectionnés par Émile Duvernoy s'ajoutaient ceux, beaucoup plus nombreux, qui se trouvaient encore à l'état brut dans les versements administratifs. Bref, les opérations de triage durèrent dix bonnes années. L'inventaire proprement dit ne débuta qu'en 1968. Maintenant qu'il est achevé, il va permettre aux chercheurs une meilleure compréhension de l'évolution du département depuis sa création. Certes, plusieurs travaux universitaires ont vu le jour à la faveur des progrès du classement. Mais il est à prévoir que ceux-ci iront en croissant dans les années à venir.

## GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DÉPARTEMENTALE

Occupant une position centrale en Lorraine, le département de Meurthe-et-Moselle a une superficie de 523 495 hectares, ce qui lui vaut le soixante-neuvième rang sur le plan national. Plus qu'une région naturelle, il apparaît comme une zone de contact aux paysages variés : la forêt, dense à l'est et à l'ouest, alterne avec les côtes couvertes de vignes et de vergers et les dépressions humides occupées par des prairies, des herbages ou des cultures céréalières. Cette variété se retrouve dans le secteur industriel : mines de fer (en voie de récession [en 1975, mais aujourd'hui disparues]) et de sel (en reprise modérée), sidérurgie, transformation des métaux, fonderie, construction électrique, industries chimiques, faïence, verre et cristal, ameublement, brasserie et malterie, etc.

Drainé par la Meurthe et la Moselle et leurs affluents issus des Vosges, le département s'étend sur une longueur de près de 150 kilomètres du Luxembourg au Donon. Sa population, de 705 413 habitants en 1968 (quinzième rang sur le plan national), était estimée à 725 300 âmes au 1<sup>er</sup> janvier 1973 [en 2019, 733 760 habitants]. Le chef-lieu, Nancy (123 428 habitants [en 2019, 105 058 habitants]), est suffisamment éloigné de Paris pour rayonner sur une partie du nord-est français. Cependant, l'implantation à Metz des services du préfet de région a notablement atténué son influence administrative.

## **Les anciens départements de la Meurthe et de la Moselle**

La Meurthe-et-Moselle est née en 1871, dans des circonstances tragiques pour la Lorraine et pour la France, du démembrement des anciens départements de la Meurthe et de la Moselle formés en 1789.

### *La Meurthe*

La Meurthe, délimitée le 30 décembre 1789 sous le nom de département de « Lorraine » ou du « Centre », était formée de territoires provenant des anciennes généralités de Nancy et de Metz. On y distinguait :

1° une partie des duchés de Lorraine et de Bar, avec les bailliages lorrains de Blâmont, Charmes (cinq communautés), Château-Salins, Châtel-sur-Moselle (sept communautés), Commercy (quatorze communautés), Dieuze, Fénétrange, Lixheim, Lunéville, Nancy, Nomeny, Rosières, Sarreguemines (une communauté), Vézelize, et les bailliages barrois de Pont-à-Mousson et de Thiaucourt (sept communautés) ;

2° le midi des Trois-Évêchés, avec une partie du bailliage seigneurial de l'évêché de Metz à Vic (cinquante-sept communautés), le bailliage de l'évêché de Toul et les bailliages de Sarrelouis (cinq communautés) et de Verdun (neuf communautés).

À cet ensemble s'ajoutait le comté alsacien de Dabo, enclave de l'Empire germanique absorbée dès 1791 par la France, à laquelle elle fut annexée par le traité de Lunéville en 1801<sup>1</sup>.

Le département de la Meurthe fut définitivement constitué par la loi du 26 février 1790 et le décret du 23 août suivant, qui le distribuèrent en neuf districts<sup>2</sup> et soixante-quatorze cantons renfermant au total 720 communes. Du point de vue administratif, le décret du 17 janvier 1790 désignait Nancy comme chef-lieu, mais la loi du 26 février autorisa l'alternance « Nancy-Lunéville ». Il s'ensuivit une querelle de prestige entre les deux villes, tranchée par la loi du 10 nivôse an V (30 décembre 1796) qui fixa définitivement à Nancy le siège des administrations départementales.

Les districts furent supprimés par la constitution de l'an III et, conformément à la loi du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795), le département fut divisé en soixante-dix municipalités de cantons groupant 717 communes. Les cantons de Nancy et de Lunéville furent ensuite dédoublés en « intra-muros » et en « extra-muros », ce qui donna un total de soixante-douze cantons.

---

<sup>1</sup> Cette réunion était souhaitée par les membres de la commission chargée de délimiter le département de la Meurthe en décembre 1789 : le comté de Dabo devait constituer le canton de Walscheid, dans le district de Sarrebourg.

<sup>2</sup> Blâmont, Château-Salins, Dieuze, Lunéville, Nancy, Pont-à-Mousson, Sarrebourg, Toul et Vézelize.

La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) et le décret du 17 ventôse (9 mars) suivant partagèrent la Meurthe en cinq arrondissements<sup>1</sup> et soixante-et-onze cantons rassemblant 717 communes. L'arrêté du 17 frimaire an X (8 décembre 1801) fixa à vingt-neuf le nombre des cantons. Avec lui s'acheva l'ère des grandes modifications si l'on excepte la variation de la masse des communes qui n'étaient plus que 715 en 1834.

### *La Moselle*

De son côté, le département de la Moselle, un moment dénommé « département de Metz », vit le jour en février 1790 : avec Metz comme chef-lieu, il était divisé en neuf districts<sup>2</sup> et soixante-seize cantons renfermant 898 communes. Il englobait :

1° le nord des Trois-Évêchés, avec les bailliages de Longwy, Metz, Sarrelouis (sept communautés), Thionville et Vic (quarante-huit communautés), ainsi que la prévôté de Sierck ;

2° une partie des duchés de Lorraine et de Bar, avec les bailliages lorrains de Bitche, Boulay, Bouzonville et Sarreguemines (soixante-huit communautés), et les bailliages barrois de Briey, Longuyon, Pont-à-Mousson (trois communautés), Thiaucourt (quatre communautés) et Villers-la-Montagne.

Cet ensemble s'accrut en 1793 de quelques communes dépendant du comté de Créhange et du comté de Hanau, qui constituaient jusqu'alors des enclaves de l'Empire germanique.

En 1795, les neuf districts furent remplacés par soixante-cinq municipalités de cantons groupant 932 communes. Cinq ans plus tard, le territoire mosellan fut divisé en quatre arrondissements : Briey, Metz, Thionville et Sarreguemines ; et il n'y eut plus que vingt-sept cantons.

La frontière septentrionale de la Moselle fut modifiée par les traités de 1814 et de 1815 : Sarrelouis, le canton de Tholey et une partie des cantons de Bitche, de Reling, de Sierck et de Sarrelouis en furent distraits au profit des Pays-Bas, de la Prusse et de la Bavière. Au total, 108 communes furent perdues et avec elles 58 499 hectares. Cette amputation territoriale, jointe aux modifications des circonscriptions fort nombreuses de 1800 à 1840, fit tomber le nombre des communes à 616 (chiffre de 1844).

### **La Meurthe-et-Moselle**

La création du département de Meurthe-et-Moselle est en relation directe avec le remaniement territorial consécutif à la défaite française de 1870. La loi du 7 septembre 1871 décida d'affecter à ce département les parties des territoires meurthois et mosellan non annexés par l'Allemagne au traité de Francfort, à savoir :

---

<sup>1</sup> Château-Salins, Lunéville, Nancy, Sarrebourg et Toul.

<sup>2</sup> Bitche, Boulay, Briey, Longwy, Metz, Morhange, Sarreguemines, Sarrelouis, Thionville.

1° 124 communes provenant de la Moselle, incluses dans le nouvel arrondissement de Briey ;

2° 21 communes ayant appartenu à des cantons démembrés de la Meurthe, rattachées soit à l'arrondissement de Nancy (3 communes), soit à l'arrondissement de Lunéville (18 communes).

Le nouveau département couvrait 523 495 hectares, alors que la Meurthe en renfermait 609 406 et la Moselle 532 796<sup>1</sup>. Mais s'il perdait des terres jadis lorraines et évêchoises, il gagnait d'anciennes portions du Barrois (bailliages de Briey, Longuyon et Villers-la-Montagne ; bailliage de Longwy érigé par la France en 1683). Tel quel, il comptait quatre arrondissements<sup>2</sup>, vingt-quatre cantons, trois embryons de canton et 596 communes.

Il fallut attendre la loi du 21 mars 1873 pour voir former les trois nouveaux cantons de Chambley, dans l'arrondissement de Briey, d'Arracourt et de Cirey, dans l'arrondissement de Lunéville. Puis le canton de Badonviller, supprimé en 1801, fut rétabli par la loi du 8 avril 1879, qui créait en même temps le canton de Nancy-Sud. Ces décisions portèrent finalement à vingt-neuf le nombre des cantons.

Le problème du découpage départemental favorisa la naissance en 1913 d'un projet de département de la Chiers, qui devait englober le nord de la Meurthe-et-Moselle et le nord de la Meuse, avec Longwy comme chef-lieu. La guerre de 1914-1918 mit fin à ces spéculations. Le nom même de Meurthe-et-Moselle, considéré comme provisoire par les législateurs de 1871, devint définitif après la victoire française de 1918 : la tradition l'emportait sur la loi.

Une modification importante se produisit entre les deux guerres : l'arrondissement de Toul fut supprimé par le décret-loi du 10 septembre 1926, et son territoire fut uni à celui de l'arrondissement de Nancy. Mais il fut rétabli en février 1944. Plus près de nous, au début du mois d'août 1973, huit nouveaux cantons furent créés pour assurer une meilleure représentation des centres urbains au sein du Conseil général. L'agglomération nancéienne prise dans son sens le plus large voyait naître les cantons de Pompey-Laxou (35 917 habitants), Vandoeuvre-Villers (34 105 habitants), Jarville-Neuves-Maisons (33 496 habitants) et Saint-Max-Tomblaine (34 456 habitants), tandis que dans le Pays-Haut le canton de Briey se dédoublait et que celui de Longwy engendrait trois nouvelles circonscriptions<sup>3</sup>.

Quant aux communes, leur nombre augmenta progressivement jusqu'en 1936, où il atteignit le chiffre de 601, pour redescendre à 599 en 1942. Les fusions opérées depuis 1968 ont entraîné la suppression de 12 d'entre elles. À la date du 31 décembre 1973, il en existait 587, dont 84 urbaines et 503 rurales **[en 2022, malgré de nouvelles fusions, on en dénombre 591]**.

## PRÉCIS D'HISTOIRE DÉPARTEMENTALE

Peu de départements français ont connu autant de bouleversements territoriaux que celui de la Meurthe-et-Moselle. Les guerres, les invasions, les occupations et les annexions étrangères

---

<sup>1</sup> Il comptait en moins un arrondissement, deux cantons et 137 communes.

<sup>2</sup> Briey, Lunéville, Nancy et Toul.

<sup>3</sup> Le découpage cantonal du Pays-Haut est désormais le suivant : Longwy-Ville (21 087 habitants), Mont-Saint-Martin (27 715 habitants), Herserange (24 082 habitants) et Villerupt (23 015 habitants) ; Briey (21 621 habitants), et Homécourt (23 573 habitants) ; Audun-le-Roman (26 589 habitants), Chambley (3 276 habitants), Conflans-en-Jarnisy (19 879 habitants) et Longuyon (15 202 habitants).

dévastèrent son sol à plusieurs reprises. Cependant le calme de ses habitants sut atténuer l'ampleur des secousses politiques qui agitaient la France depuis 1789.

## **De 1789 à 1815**

Marquée en août 1790 par la révolte de la garnison de Nancy et sa dure répression, l'histoire du département de la Meurthe est avant tout caractérisée par l'adhésion massive de sa population, en majorité rurale, au nouveau régime issu de la Révolution. Cet attachement, sanctionné par la Fédération de juillet 1790, se traduit par un grand élan patriotique lorsque se fit sentir le danger de l'invasion étrangère : de nombreux volontaires se présentèrent pour défendre la patrie menacée au cours de l'été 1792. Républicains et patriotes, mais de tempérament modéré et prudent, les Meurthois traversèrent presque sans excès la période montagnarde, le conflit religieux les maintenant sur la réserve. Cependant le particularisme lorrain, si prononcé à la fin de l'Ancien Régime, tendait à disparaître : la résistance aux envahisseurs et la centralisation jacobine renforçaient insensiblement dans les esprits le sentiment d'appartenance à la communauté française.

Malgré l'échec politique du Directoire, qui ne suscita que l'impopularité, la consolidation définitive des conquêtes de 1789 était en bonne voie. Le Consulat et l'Empire établirent l'ordre administratif. Le premier préfet, de l'an VIII à 1808, Jean-Joseph Marquis (1747-1822), auteur d'un Mémoire statistique du département de la Meurthe, adressé au ministre de l'Intérieur, s'occupa d'affirmer l'autorité du gouvernement et de consolider la paix et la sécurité publiques en réconciliant les partis. La prépondérance de la Meurthe sur les autres départements lorrains fut consacrée par l'érection de Nancy comme siège de l'évêché régional, de la cour impériale, de l'académie et de la IV<sup>e</sup> division militaire. Cependant le pays connaissait des difficultés économiques marquées par la crise industrielle et agricole de 1804-1805, et par celle du textile en 1810-1811, tandis que s'accélérait la décadence des salines. Cela n'empêcha pas les Meurthois de rester attachés au régime impérial, héritier de la Révolution malgré ses tares et ses fautes.

## **De 1815 à 1852**

Précédée par les invasions de l'hiver 1813-1814 et de l'été 1815, la Restauration fut accueillie avec froideur tant à Nancy que dans le reste du département. À l'occupation étrangère, qui se prolongea jusqu'en novembre 1818, s'ajoutaient les mesures de rétorsion, comme le transfert du commandement militaire à Metz. Et puis le pouvoir se méfiait de tous ceux qui souhaitaient sa disparition : jacobins, bonapartistes, acquéreurs de biens nationaux. Sous la Monarchie de Juillet, les premiers groupes républicains apparurent, notamment à Nancy et à Lunéville, et leur opinion s'exprima dans les colonnes du *Patriote* fondé en 1832.

La vie politique restait néanmoins d'une affreuse banalité. L'intérêt se porta alors vers les questions spirituelles et intellectuelles. Après 1830, le catholicisme libéral prit un certain essor à Nancy avec la société « Foi et Lumière » tandis que le journal *L'Espérance* se faisait le porte-parole des idées conservatrices et indépendantes d'inspiration chrétienne. De son côté, la vie intellectuelle se concentra autour du thème du patriotisme lorrain ou lotharingisme : négligés par les gouvernements monarchiques, Nancy et la Meurthe puisaient dans le passé lorrain des raisons de vivre et d'agir pour préparer un avenir meilleur.

Quant à l'économie, elle était encore précaire. L'agriculture encouragée par quelques innovations comme la charrue légère et l'école d'agriculture de Mathieu de Dombasle, fit quelques progrès jusqu'en 1852, date de son apogée. La vigne et l'élevage se portaient bien, tandis que la forêt reculait devant les défrichements. L'industrie était toujours caractérisée par la dispersion de petits établissements à travers tout le département.

### **De 1852 à 1870**

Soucieuse de sauvegarder l'héritage de la Révolution, mais avide de grandeur nationale et de stabilité sociale, la population de la Meurthe se rallia successivement au régime issu des journées de février 1848, puis au coup d'état du 2 décembre 1851, en attendant de ratifier le rétablissement de l'Empire en novembre 1852.

Le règne de Napoléon III fut marqué par le réveil de la vie économique départementale. L'impulsion vint des chemins de fer (Metz-Nancy, 1850 ; Paris-Nancy-Strasbourg, 1852) et des canaux (Marne-Rhin, 1853). De 1850 à 1865 le destin industriel de la région se précisa avec la mort des petites forges et la naissance de la grande métallurgie concentrée surtout dans le bassin de Nancy. En 1865, le département comptait neuf hauts fourneaux fournissant plus de 21 000 tonnes de fonte au coke sur une production totale de 25 000 tonnes. Au même moment, le sel des vallées de la Meurthe et de la Seille commençait à être exploité par de grandes sociétés.

Cet essor économique fut favorable à Nancy, qui devint un centre universitaire avec les facultés de lettres (1854), des sciences (1854) et de droit (1864), et un centre militaire avec le commandement supérieur des divisions de l'Est (1858). Cependant le mouvement lotharingien, animé par le baron Prosper Guerrier de Dumast (1796-1883), provoquait un renouveau culturel marqué par des créations universitaires et par l'exaltation du souvenir des ducs de Lorraine (Musée lorrain, 1851). Dans de telles conditions la ville se développa : à la veille de la guerre de 1870, elle comptait près de 50 000 habitants.

Sur le plan politique, l'évolution libérale du Second Empire provoque une résurgence de l'esprit républicain, notamment à Nancy, où l'opposition faillit l'emporter en 1869. Néanmoins, la visite de l'impératrice en juillet 1866 – centenaire de l'union de la Lorraine à la France – se déroula dans une atmosphère chaleureuse, et l'Empire fut de nouveau plébiscité en mai 1870.

### **De 1871 à 1919**

Le désastre national de 1871 porta un coup fatal à la Meurthe, qui perdit le tiers de son territoire, mais gagna le sixième de la Moselle dont n'avaient pas voulu les Allemands. Sous le nom de Meurthe-et-Moselle, elle devint un département-frontière : Nancy se trouvait désormais à quinze kilomètres de l'Empire allemand...La proximité du danger germanique provoqua et entretint l'exaltation patriotique. Le problème de la défense intéressait toute la population, d'où le glissement politique qui se produisit en direction des partis qui se faisaient les champions du nationalisme et de l'armée.

Occupé militairement par l'ennemi jusqu'en août 1873, le nouveau département opta pour la République modérée. Ce ralliement aux partisans de l'ordre et de l'héritage de 1789 était le résultat d'une évolution perceptible dès le Second Empire. Et puis le régime républicain s'était beaucoup dépensé pour la défense nationale : la question patriotique occupait alors la première place dans la vie politique. Après le 16 mai 1877, la victoire républicaine se trouva confirmée. Mais ses

promoteurs ne tardèrent pas à se diviser en opportunistes et radicaux, ces derniers ne s'implantant vraiment que dans l'arrondissement de Toul aux élections de 1885.

Cependant le patriotisme restait vigoureux. Il s'exprima avec force en 1889 au moment de l'aventure boulangiste : Nancy choisit deux députés nationalistes, dont l'écrivain Maurice Barrès<sup>1</sup>. Après l'effondrement du Boulangisme, son héritage fut recueilli par la droite conservatrice aux élections de 1893 et 1898. Au même moment, l'affaire Dreyfus galvanisait les patriotes, qui se groupèrent en ligues. Le patriotisme était devenu une valeur de droite.

La majorité des sièges départementaux appartenait encore aux républicains modérés de gauche, dits « progressistes », partisans du libéralisme. Pas pour longtemps d'ailleurs. Depuis l'affaire Dreyfus les progressistes étaient tiraillés entre le soutien et l'opposition au gouvernement. Leurs hésitations profitèrent à la droite conservatrice, qui offrait à l'électorat centriste de meilleures garanties au nationalisme et au libéralisme. Les élections de 1902 marquèrent le recul du parti progressiste, qui n'eut plus que trois députés sur six. La redistribution des forces politiques se fit au profit de la droite nationaliste et libérale, qui paraissait être le seul parti d'opposition valable. Les progressistes ministériels s'étaient regroupés au sein de la Fédération républicaine, nouvelle gauche qui s'ajoutait à la gauche radicale inexistante en dehors de l'arrondissement de Toul. Quant au socialisme et au syndicalisme, ils se trouvaient sans force, étouffés par le paternalisme du patronat et le patriotisme de l'ouvrier. La Meurthe-et-Moselle resta ainsi dominée par la droite et le centre jusqu'en 1914. En raison même de l'ardeur patriotique qui animait la population, les querelles entre cléricaux et laïques y furent moins vives que dans le reste de la France, les Lorrains n'avaient pas de goût pour l'anticléricalisme et ne voulaient pas non plus glisser vers l'antimilitarisme.

Du point de vue économique, la situation était favorable. Dès 1871, le département connut une vitalité intense avec l'apport alsacien-lorrain qui favorisa son essor industriel et commercial. Des usines furent transférées des régions annexées, textiles à Nancy, métallurgiques à Pompey et à Frouard. La Meurthe-et-Moselle apparaissait comme un pays neuf, un marché du travail, où l'on trouvait de l'embauche : de 1871 à 1914, sa population augmenta de 40%, s'accroissant d'éléments étrangers, italiens surtout.

L'expansion fut extrêmement rapide. Le département, qui ne possédait que 18 hauts fourneaux en 1871, en avait 31 deux ans plus tard. La découverte du bassin ferrifère de Briey (1880-1897) allait assurer le développement de l'industrie sidérurgique, encore accru par la découverte du procédé de déphosphorisation Thomas-Gilchrist utilisé pour la première fois en 1882 par la société de Wendel dans sa nouvelle usine de Jœuf. De nombreuses firmes s'établirent alors dans la région de Briey et de Longwy : Aciéries de Longwy, Forges de la Providence, Aciéries de Micheville, Aciéries de la Marine et d'Homécourt, Société lorraine industrielle, Senelle-Maubeuge, Marc Raty et C<sup>ie</sup>, etc. La production de fonte passa de 540 000 tonnes en 1880 à près de 4 000 000 en 1913 ; celle d'acier de 1 600 tonnes en 1882 à 2 300 000 peu avant la Première Guerre mondiale ; 75% de ce tonnage provenaient du bassin de Briey-Longwy.

La prospérité économique profita à Nancy, qui devint un centre bancaire et industriel, en même temps qu'un centre universitaire avec quatre facultés, une école de pharmacie et plusieurs instituts techniques. Le mécénat industriel y permit l'éclosion et l'épanouissement d'une école artistique originale, l'École de Nancy, illustrée par les verriers Gallé et Daum, par le menuisier-ébéniste Eugène Vallin et par le peintre Victor Prouvé. L'expansion de la ville fut marquée par

---

<sup>1</sup> Pour combattre le Boulangisme, les républicains modérés se groupèrent autour du journal *L'Est républicain* fondé le 5 mai 1889.



l'édification de quartiers neufs avec des églises néogothiques, le tout d'un intérêt médiocre. L'agglomération, qui comptait 145 000 habitants en 1914, manifesta sa vitalité lors de l'exposition de 1909 organisée dans le parc Sainte-Marie. Nancy était vraiment la capitale du nord-est de la France.

La guerre qui éclata en 1914, mit brusquement fin à la prospérité. Commencée par les raids allemands contre Badonviller, Cirey-sur-Vezouze, Blâmont, Nomeny et Longuyon, la bataille se développa avec l'entrée des Français en Lorraine annexée, suivie de leur défaite et de leur retraite (2-25 août). La Meurthe-et-Moselle fut alors envahie, les Allemands s'avançant jusqu'au-delà de Pont-à-Mousson, de Lunéville et de Gerbéviller. Nancy se trouvait en grand danger d'être occupée, lorsque les troupes du XX<sup>e</sup> Corps d'armée, sous les ordres du général de Castelnau, parvinrent à arrêter l'ennemi sur les hauteurs du Grand-Couronné (4-12 septembre). Après la retraite des Allemands, le front se stabilisa le long d'une ligne qui, partant de Fresnes-en-Woëvre (Meuse), passait par Bois-le-Prêtre, Pont-à-Mousson, Nomeny, pour obliquer en direction du sud-est, au pied du Grand-Couronné, vers le fort de Manonviller et Badonviller.

Quatre ans plus tard, le secteur nord-est se réveilla lors de l'offensive américaine en direction de Vigneulles-lès-Hattonchâtel (Meuse) et de Thiaucourt dans le cadre de la réduction du saillant de Saint-Mihiel (12-15 septembre 1918). Au moment de la signature de l'armistice du 11 novembre, une bonne partie du territoire départemental était encore au pouvoir des Allemands, qui ne l'évacuèrent qu'ensuite.

Lorsque la paix revint (28 juin 1919), la Meurthe-et-Moselle avait payé un lourd tribut : 390 communes sinistrées, dont 12 entièrement détruites, 180 000 hectares de terres en friche sur un total de 430 000 infestés de projectiles ou obstrués par des tranchées ou des réseaux de barbelés. De plus, 709 établissements industriels avaient souffert des combats ou des destructions systématiques et des pillages de l'ennemi, sans compter les églises, les ouvrages d'art et les routes. Au total, les dommages de guerre étaient estimés à 5 milliards et demi de francs.

Le bilan des pertes humaines était, lui aussi, très lourd. Aux 14 450 militaires tués s'ajoutaient les civils victimes des opérations ou des bombardements (à Nancy, 476 dont 177 tués), tués, fusillés ou assassinés par les Allemands (156 à Longuyon, 75 à Nomeny, 68 à Fresnois-la-Montagne, 64 à Gerbéviller, 12 à Badonviller, etc.), voire déportés en territoire ennemi (7 500). Il ne faut pas oublier non plus les incendies, les pillages et les exactions auxquels s'étaient livrés les envahisseurs qui extorquèrent près de 358 millions de francs-or aux habitants de la zone qu'ils occupaient.

## **De 1920 à 1940**

Ainsi meurtrie par la guerre, la Meurthe-et-Moselle pansa rapidement ses plaies : la reconstruction y était en grande partie achevée dès 1923. Cependant, par suite du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le département perdit son rôle de gardien de la frontière. De plus, la concurrence des industries de la Moselle reconstituée ralentit son essor : le bassin de Briey-Longwy tendait à se relier à la « rue industrielle » mosellane de Metz à Thionville. Toutefois la remise en état des usines dévastées permit d'atteindre en 1928 le point culminant de la production métallurgique, compromise peu après par la crise économique mondiale : en 1932, la productivité avait diminué d'un quart et le chômage s'étendait.

De son côté, Nancy ne retrouva plus son élan démographique d'avant la guerre : en 1936, la ville ne comptait que 121 000 habitants et son agglomération 164 000. Elle le céda en présence

militaire à Metz et en prestige universitaire à Strasbourg. Néanmoins son université se spécialisa de plus en plus dans les sciences et la médecine, avec la création de l'école des mines en 1919 et de la faculté de pharmacie en 1920.

Sur le plan politique, les partis modérés dominèrent sans partage jusqu'en 1932. Leurs représentants les plus en vue étaient deux notables implantés solidement dans leur circonscription : Louis Marin (1871-1960) à Nancy-I depuis 1905, Georges Mazerand (1876-1968) à Lunéville depuis 1919. La gauche marqua des points en 1932 avec l'élection du radical Émile Seitz (1896-1981), à Nancy-II, grâce à l'opposition entre l'Union républicaine démocratique (U.R.D.) et le Parti démocrate populaire (P.D.P.). Le recul des modérés devait s'accroître par la suite malgré l'élection de Jean Quenette (1903-1971), candidat de l'Union nationale à Toul en 1935.

Le succès de Philippe Serre (1901-1991), républicain social, à Briey-II en 1933 prépara la conquête de deux nouveaux sièges par la gauche trois ans plus tard. Les élections du Front populaire en 1936 furent marquées par le succès de trois candidats indépendants de gauche, qui avaient su attirer les électeurs du centre en exploitant le mécontentement, mais en se montrant fermes sur les problèmes de la défense nationale : Georges Izard (1903-1973) à Briey-I, Pierre-Olivier Lapie (1901-1994) à Nancy-III et Philippe Serre (Briey-II). La faiblesse des partis classiques de gauche (P.C. et S.F.I.O.) ne leur permit pas de profiter de la dynamique du Front populaire dont ils avaient été les principaux animateurs. Malgré un net recul, la droite conservatrice gardait de solides positions, notamment dans les zones rurales et en général dans le sud du département.

Cependant la menace allemande, renforcée par le totalitarisme nazi, se faisait de nouveau sentir. Les hostilités, qui s'ouvrirent le 3 septembre 1939, ne troublèrent guère une opinion publique confiante dans les vertus de la ligne Maginot : on s'installa dans une guerre statique, marquée par des actions de patrouilles et des coups de main. Le réveil fut brutal en mai 1940 : la guerre éclair pratiquée par les Allemands déjoua tous les calculs et la ligne Maginot fut prise à revers. Les troupes françaises durent faire face à l'ouest et livrer des combats désespérés surtout aux abords de Toul et de Sion-Vaudémont (18-22 juin 1940). Nancy, bombardée par l'aviation ennemie le 10 mai, fut occupée le 18 juin. Une longue nuit commençait pour le département, qui ne fut libéré que quatre ans plus tard, de septembre à décembre 1944.

Telle qu'elle vient d'être brièvement relatée, l'histoire de la Meurthe, puis de la Meurthe-et-Moselle, montre que le département connut ses meilleurs moments sous les règnes de Napoléon 1<sup>er</sup> et de Napoléon III, et surtout sous la III<sup>e</sup> République jusqu'en 1914. Malgré les guerres et les invasions qui le dévastèrent à plusieurs reprises, il développa son potentiel économique, atteignant le maximum de sa puissance dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois les dangers du pangermanisme y entretenirent le patriotisme et, par voie de conséquence, le conservatisme d'une population généralement modérée et peu portée vers les extrêmes. Une telle situation, détournant les énergies des problèmes du monde moderne, n'était pas sans danger pour l'avenir même de Nancy et de sa région.

## PRÉSENTATION DE LA SÉRIE M

Quiconque veut entreprendre des recherches valables, pour la période antérieure à 1940, sur l'histoire politique, économique et sociale du département dont Nancy est le chef-lieu, doit nécessairement consulter la série M. Celle-ci a été progressivement constituée par les papiers de

l'administration préfectorale auxquels ont été joints des documents en provenance d'autres services départementaux ou régionaux.

## Rappel historique

Dès les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les dossiers élaborés par la préfecture de la Meurthe furent conservés en deux endroits différents : ceux n'ayant plus d'intérêt immédiat se trouvaient au troisième étage de l'hôtel de la Monnaie, siège des Archives départementales qui le partageaient avec le tribunal civil de Nancy ; - les autres, d'usage courant, restaient à la préfecture même, établie en 1823 au palais du Gouvernement. Ces derniers étaient d'ailleurs classés selon les matières traitées par les bureaux ; de temps à autre, l'archiviste du département effectuait la sélection des documents devant être envoyés à l'hôtel de la Monnaie. Aucun inventaire ne concrétisa malheureusement ce travail.

La circulaire ministérielle du 8 août 1839 précipita les opérations de tri. L'archiviste Louis-Nicolas Pinat, désigné en fonction de ses compétences administratives, recensa tous les papiers inutiles à vendre sous le contrôle d'une commission locale de surveillance. Les travaux de classement purent alors être entrepris sérieusement. Succédant à Pinat, Henri Lepage répartit les documents de conservation indéfinie d'après le cadre de classement annexé à la circulaire ministérielle du 24 avril 1841. La série M était devenue une réalité.

Les envois de documents à l'hôtel de la Monnaie furent accélérés au moment du transfert de la préfecture à l'hôtel Baligand, près de la place Stanislas, en 1858. Quelques années plus tard, le principe fut admis d'un versement annuel rendu nécessaire par l'exiguïté du local affecté aux archives courantes de l'administration (1863).

La guerre franco-allemande de 1870-1871 porta atteinte à l'intégrité de la série M. Avant même la signature du traité de Francfort, les Allemands réclamèrent au profit des archives de la Moselle annexée les dossiers concernant les arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg (février 1871). L'archiviste Henri Lepage s'exécuta, mais ne remit à son collègue de Metz que des papiers administratifs de date récente relatifs surtout à l'administration communale, à la comptabilité et aux ponts et chaussées (juillet 1871).

En contrepartie, les Allemands firent envoyer de la Moselle à Nancy les documents intéressant l'arrondissement de Briey. Henri Lepage avait lui-même préparé ce versement en se rendant à Metz, où il avait sélectionné les dossiers des communes restées françaises. De même, il récupéra les dossiers des communes non annexées des arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg, qui avaient été enlevés à tort (octobre 1871).

D'autres échanges se produisirent dans le courant de 1872 et de 1873, portant sur des documents de caractère économique (mines, salines, moulins, appareils à vapeur, etc.). En 1879 encore, les archives de Meurthe-et-Moselle reçurent des liasses de documents sur les ponts et chaussées de l'arrondissement de Briey...

Tandis que s'apaisaient les remous causés par la guerre, Henri Lepage dut faire face au grave problème du manque de place tant à l'hôtel de la Monnaie qu'à la préfecture. Pour y remédier, il fit établir un dépôt annexe dans les anciennes prisons voisines, où furent envoyés tous les dossiers qui encombraient les bureaux de l'administration préfectorale. Mais le soulagement ne fut que de courte durée. En 1889, l'imminence de la démolition des prisons rendit indispensable le transfert immédiat dans les greniers de l'hôtel de la Monnaie des dossiers qui s'y trouvaient et qui constituaient plus de la moitié des archives modernes. L'entassement était tel que les recherches devinrent presque

impossibles. L'archiviste Émile Duvernoy fit bien une tentative pour classer la masse des papiers administratifs, mais il dut y renoncer en 1892, les salles de l'hôtel de la Monnaie étant pleines à craquer.

Le départ du tribunal civil, permettant d'affecter tout l'hôtel de la Monnaie aux Archives départementales (1894), améliora la situation. Le classement de la série M pouvait dès lors être envisagé.

### **Les étapes du classement**

Entrepris dès 1895, ce travail, effectué par un rédacteur aidé d'un commis à partir de 1913, était suffisamment avancé en 1915 pour que l'archiviste Émile Duvernoy écrivit : « la série M, si importante, est aujourd'hui complètement rangée, en état d'être explorée utilement soit pour les recherches administratives soit pour les recherches historiques ».

Une nouvelle campagne fut lancée en 1919 pour incorporer les papiers versés depuis peu par les services préfectoraux. Elle aboutit en 1925 à la rédaction d'un répertoire numérique – première trace écrite laissée par les employés chargés du classement. Après d'importantes suppressions décidées en 1929 par Pierre Marot, successeur d'Émile Duvernoy, le travail reprit, confié à Robert Barbier, sous-archiviste. Un nouveau plan de classement fut élaboré en 1932.

À partir de cette date, Robert Barbier procéda à l'intégration des documents provenant des versements préfectoraux. L'ensemble de la documentation de 1800 à 1940 étant enfin en possession des Archives départementales dans les années cinquante, l'archiviste Étienne Delcambre jugea opportun de faire dresser un répertoire définitif. Il fallait auparavant procéder à un tri minutieux des dossiers et à un remaniement total des sous-séries – travail ardu qui devait durer une bonne dizaine d'années. Confié à Marie-Thérèse Aubry (1920-2010), conservateur, il vient enfin d'aboutir à l'inventaire publié aujourd'hui [1975] sous la responsabilité du signataire de ces lignes et sous le contrôle du Service technique de la Direction des Archives de France.

### **Description de la série M**

Telle qu'elle se présente, la série M de Meurthe-et-Moselle, déjà utilisée par un grand nombre de professeurs et d'étudiants auxquels elle a apporté des éléments souvent essentiels pour la rédaction de leurs articles et de leurs mémoires, est caractérisée par certaines anomalies qu'il convient de signaler. D'une façon générale, la période la moins représentée est la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En outre, les dossiers concernant l'arrondissement de Lunéville sont plus complets que ceux des autres arrondissements.

On serait tenté d'y voir une conséquence des échanges de documents opérés après 1871. Il n'en est rien, au contraire. L'habileté de l'archiviste Henri Lepage permit de maintenir à Nancy une grande partie des dossiers relatifs aux arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg jusque sous le Second Empire. Ces dossiers sont actuellement répartis dans les sous-séries 1 M et 7 M. On en trouvera le complément dans la série M de la Moselle : listes électorales postérieures à 1859, élections aux conseils d'arrondissement à partir de 1852, maires et adjoints depuis 1853. En ce qui concerne l'arrondissement de Briey, les dossiers administratifs de l'an VIII à 1870 sont restés à Metz, où il convient de les consulter. Quant aux papiers de l'administration civile du territoire occupé de Longwy-Briey (1914-1918), remis aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle en 1928, ils ont été repris par les Allemands en 1940 et sont demeurés introuvables jusqu'à présent.

On constate ainsi que la série M de Meurthe-et-Moselle est à peu près entièrement constituée par les papiers de la préfecture de la Meurthe (1800-1870), à laquelle a succédé celle de Meurthe-et-Moselle (1871-1940). Sur ce fonds principal sont venus se greffer quelques fonds secondaires provenant d'organismes régionaux ou départementaux : Institut régional d'hygiène de l'Université de Nancy, 1927-1940 (5 M 51) ; - Commissions régionale et départementale d'études sur le coût de la vie, 1920-1940 (6 M 701 à 706) ; - Direction des services agricoles, 1919-1935 (7 M 1) ; - Office agricole régional de l'Est, 1919-1936 (7 M 13 à 15) ; - Station agronomique de Nancy, 1930 (7 M 44) ; - Caisses d'assurances mutuelles agricoles, 1930-1940 (7 M 186-187) ; - Inspection régionale du travail, fin XIX<sup>e</sup> siècle (10 M 1 à 16). L'ensemble constitue une assez bonne source de documentation pour l'histoire départementale depuis 1800, malgré des lacunes d'importance inégale selon les périodes considérées.

Dans la sous-série 1 M (Administration générale du département), il faut regretter l'absence de rapports préfectoraux pour la période de l'an XIV à 1854, à l'exception d'un rapport du préfet Alban de Villeneuve-Bargemont (1784-1850) en 1822 et d'une note statistique du préfet Lucien Arnault (1787-1863) en 1839 ; de semblables lacunes sont à déplorer de 1861 à 1870, 1874 à 1893, 1910 à 1922 et 1935 à 1940. Il n'existe d'ailleurs aucun rapport sur l'esprit public au cours de toute la Monarchie de Juillet.

La sous-série 2 M (Personnel administratif) n'est pas complète en ce qui concerne les nominations de maires et d'adjoints de 1800 à 1848, sauf pour l'arrondissement de Lunéville. Il en est de même des listes électorales conservées dans la sous-série 3 M (Plébiscites et élections). Par ailleurs, il n'y a guère que des épaves de dossiers d'élections municipales de 1855 et de 1860.

L'importance particulière de la sous-série 4 M (Police) provient du voisinage de la Meurthe-et-Moselle avec l'Alsace-Lorraine annexée par l'Allemagne : la création des postes de commissaires spéciaux de police près des gares frontières et la fréquence de leurs rapports sont la source de renseignements intéressants sur la situation de cette région entre 1871 et 1914.

La sous-série 5 M (Santé publique et hygiène), permet d'avoir connaissance des réalisations de ce département dans le domaine de la santé. C'est en 1919 que fut créé l'Office d'hygiène sociale et de lutte contre la tuberculose, qui développa son activité dans divers secteurs.

Dans la sous-série 6 M (Population, économie, statistiques), c'est encore l'arrondissement de Lunéville qui est le mieux représenté pour les recensements de la population du Premier Empire, de la Restauration et du Second Empire. La même constatation s'impose, dans la sous-série 7 M (Agriculture), pour les renseignements agricoles de 1800 à 1850).

La sous-série 8 M (Commerce), en dépit du petit nombre de ses dossiers, est riche de renseignements au point de vue industriel, grâce à ses notices sur les expositions et sur les foires. De même, la sous-série 9 M (Industrie), est très complète avec sa statistique industrielle fournissant non seulement la liste des industries du département, mais encore des précisions intéressantes sur les diverses entreprises, en particulier au moment des crises ou des enquêtes en vue d'une politique industrielle, par exemple lors des traités de 1860. Il existe aussi des rapports d'ensemble sur la situation industrielle du département de l'an IX à 1936.

Le département ayant été le siège de l'inspection régionale du travail, la sous-série 10 M (Travail et main-d'œuvre), conserve, pour la période 1857-1872, des rapports dignes d'intérêt sur la situation du travail, surtout dans l'industrie textile, en Champagne et en Lorraine. Il y a encore pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des dossiers de l'inspection régionale du travail pour une aire géographique importante couvrant l'Alsace, la Champagne, la Franche-Comté et la Lorraine.

Ainsi la série M de Meurthe-et-Moselle présente-t-elle des ombres et des lumières, ces dernières étant de plus en plus vives au fur et à mesure qu'on s'avance vers 1940. Les lacunes peuvent être comblées en partie par la consultation des autres séries modernes, dont les répertoires dactylographiés attestent le progrès des classements. Il reste à souhaiter que nombreux soient encore les chercheurs qui utiliseront les ressources d'une série contenant toute la vie d'un département chargé d'histoire. Le travail de Marie-Thérèse Aubry n'a pas d'autre but que d'aider à la réalisation de ce vœu.

Pierre Gérard

*Directeur des Services d'Archives*

*de Meurthe-et-Moselle*

[complété par Sabrina Belin et Jean-Charles Capronnier, 2022)

## 6 M Population. Économie

### TABLE DES MATIÈRES

<b>Population (6 M 1-625)</b>	<b>16</b>
Mouvements de la population (6 M 1-14)	16
Recensements de la population (6 M 15-32)	<i>voir inv. suppl. détaillé</i>
Listes nominatives de la population de la Meurthe, puis de la Meurthe-et-Moselle (6 M 33)	<i>voir inv. suppl. détaillé</i>
État civil (6 M 287)	17
Émigration (6 M 288-289)	17
Colonisation (6 M 290)	18
Options d'Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française (6 M 291-295)	18
Réintégration d'Alsaciens-Lorrains dans la nationalité française (6 M 295 <sup>bis</sup> )	18
Naturalisations : circulaires, instructions, enregistrement (6 M 296-302)	18
<i>Naturalisation, réintégration : dossiers individuels (6 M 303-625)</i>	<i>voir inv. suppl. détaillé</i>
<b>Économie (6 M 626-717)</b>	<b>19</b>
Mercuriales (6 M 626-637)	19
Produits de consommation et ravitaillement (6 M 638-699)	20
Grains et farines (6 M 638-642)	20
Poids légal des grains (6 M 643-646)	21
Pain (6 M 647-653)	22
Boucherie et viandes (6 M 654-660)	22
Denrées (6 M 661)	23
Ravitaillement (6 M 662-699)	23
Coût de la vie (6 M 700-717)	26

# POPULATION

## Mouvements de la population

6 M 1	Mouvement annuel de la population : circulaires ministérielles, instructions préfectorales, correspondance.	an X-1903
6 M 2	Mouvement de la population : renseignements généraux (1800-1854), en 1812, la population est classée par profession. – Population du département : états récapitulatifs annuels (an X-1870) <sup>1</sup> .	an X-1870
6 M 3	Population du département : états récapitulatifs annuels.	1871-1924
<b>6 M 4-12</b>	<b>Arrondissements de la Meurthe et de la Meurthe-et-Moselle, population : tableaux récapitulatifs annuels</b>	<b>an X-1922</b>
6 M 4	Arrondissement de Briey, population : tableaux récapitulatifs annuels.	1871-1911
6 M 5	Arrondissement de Château-Salins, population : tableaux récapitulatifs annuels (an X, 1811-1869).	an X-1869
6 M 6	Arrondissement de Lunéville, population : tableaux récapitulatifs annuels.	an X-1839
6 M 7	Arrondissement de Lunéville, population : tableaux récapitulatifs annuels (1840-1897, 1902-1911).	1840-1911
6 M 8	Arrondissement de Nancy, population <sup>2</sup> : tableaux récapitulatifs annuels [avec le mouvement de population des principales villes].	an X-1850
6 M 9	Arrondissement de Nancy, population : tableaux récapitulatifs annuels [avec le mouvement de population des principales villes].	1851-1896
6 M 10	Arrondissement de Nancy, population : tableaux récapitulatifs annuels [avec le mouvement de population des cantons] (1897-1911, 1919-1920).	1897-1920
6 M 11	Arrondissement de Sarrebourg, population : tableaux récapitulatifs annuels (an X, 1811-1869).	an X-1869
6 M 12	Arrondissement de Toul, population : tableaux récapitulatifs annuels [avec le mouvement de population des principales villes et, à partir de 1890, celui des cantons] (an X, 1811-1922).	an X-1922
6 M 13	Arrondissement de Lunéville, population : tableaux comparatifs, par catégorie d'individus en 1789 et l'an IX, classement par commune.	an X
6 M 14	Arrondissement de Lunéville, population : tableaux comparatifs, par citoyen, avec mention de l'émigration et de l'immigration, des salaires et des prix, en 1789 et l'an IX.	an X

## Recensements de la population

---

<sup>1</sup> Voir aussi 5 M 60.

<sup>2</sup> Voir aussi 5 M 62.



6 M 15-32 : voir inv. suppl.

## Listes nominatives de la population de la Meurthe et de Meurthe-et-Moselle

6 M 33 : voir inv. suppl.

### État civil

- 6 M 287      Circulaires et instructions (an II-1893). - Registres de l'état civil, feuilles de papier timbré, nombre et prix : états indicatifs (1808-1810). - Registres de l'état civil dans certaines communes, tenue et conservation : rapports et correspondance (an VIII-1865). - Registres d'état civil des communes déposés au greffe du tribunal civil de leur ressort, en exécution de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1811 : états (1814-1839) ; registres d'état civil déposés aux Archives départementales : états (an XI-1809). Actes de l'état civil de Paris détruits en 1871, reconstitution : circulaires (1872-1874). - Livrets de famille, création : enquêtes (1877-1879). - Registres d'état civil des communes détruits au cours de la guerre de 1914-1918 : reconstitution (1925). an II-1925

### Émigration<sup>1</sup>

- 6 M 288      Circulaires, instructions (an VIII-1896). - Français au service des puissances étrangères : officiers amnistiés en application du décret du 24 avril 1810 (1810-1811). - Individus sollicitant l'autorisation de se faire naturaliser ou de servir à l'étranger (1811-1813). - Français au service des puissances étrangères (1810-1816). - Français de retour du service du Portugal (1834-1835). - Émigration pour l'Amérique (1828-1881). - Émigration : renseignements statistiques (1865-1914). Agents d'émigration (1865-1892). an VIII-1914
- 6 M 289      Émigrants, états numériques dressés par les commissaires spéciaux de police : d'Audun-le-Roman (1871-1872), d'Emberménil (1873-1875), d'Igney-Avrécourt (1875-1889), de Pagny-sur-Moselle (1871-1887). - Émigration, rapports des commissaires spéciaux de police : d'Emberménil (1873-1875), d'Igney-Avrécourt (1880-1885), de Pagny-sur-Moselle (1882). 1871-1889

### Colonisation

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 216.

- 6 M 290 Généralités. - Moyens de transport gratuit (1872-1897). – Algérie, colonisation : renseignements (1830-1858) ; moyens de transport gratuits et concessions de terres (1836-1877). - Comités nancéiens et autres de patronage des Alsaciens-Lorrains et en faveur de l’immigration des Alsaciens-Lorrains en Algérie (1871-1879). 1830-1897

### **Options d’Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française**

- 6 M 291 Département de la Meurthe-et-Moselle et plusieurs arrondissements, nationalité française, déclarations d’option : bordereaux d’envoi ; listes ; options individuelles. 1871-1872

**6 M 292-295 Nationalité française, options d’Alsaciens-Lorrains, classement par arrondissement 1872**

- 6 M 292 Arrondissement de Nancy, communes, nationalité française : options d’Alsaciens-Lorrains. 1872
- 6 M 293 Arrondissement de Nancy, cantons, nationalité française : options d’Alsaciens-Lorrains. 1872
- 6 M 294 Arrondissement de Briey, cantons, nationalité française : options d’Alsaciens-Lorrains. 1872
- 6 M 295 Arrondissement de Lunéville, cantons, nationalité française : options d’Alsaciens-Lorrains. 1872

### **Réintégration d’Alsaciens-Lorrains dans la nationalité française**

- 6 M 295<sup>bis</sup> Région de Nancy : commission d’identification des Alsaciens-Lorrains. 1918-1919

### **Naturalisations**

- 6 M 296 Circulaires et instructions (1853-1856). - Naturalisations (1814-1820, 1848). - Naturalisations d’étrangers pensionnés et autres (1816-1821). - Admissions à domicile (1856, 1881-1883). - Nationalité française : réintégrations (1879-1883). - Étrangers non déclarés : états nominatifs (1888-1889). - Étrangers justiciables du décret du 2 octobre 1888 et qui ont obtenu l’admission à domicile ou la naturalisation (1892-1893). 1814-1893

**6 M 297\*-302\* Naturalisations : enregistrement 1884-1921**

- 6 M 297\* Naturalisations : enregistrement (25 mars 1884-28 juin 1887). 1884-1887
- 6 M 298\* Naturalisations : enregistrement (28 juin 1887-18 janvier 1917). 1887-1917
- 6 M 299\* Naturalisations : enregistrement (janvier 1888-décembre 1893). 1888-1893
- 6 M 300\* Naturalisations : enregistrement (octobre 1890-février 1895). 1890-1895
- 6 M 301\* Naturalisations : enregistrement (décembre 1894-novembre 1902). 1894-1902
- 6 M 302\* Naturalisations : enregistrement (janvier 1903-décembre 1921). 1903-1921

6 M 303-625, dossiers individuels de naturalisation, réintégration... : voir inventaire supplémentaire.

## *ÉCONOMIE*

### **Mercuriales<sup>1</sup>**

6 M 626	Département de la Meurthe, grains et légumes, quantités et prix moyens sur les principaux marchés : états mensuels et bimensuels.	an XII-1806
6 M 627	Grains, légumes et fourrages : mercuriales mensuelles.	1806-1809
6 M 628	Département de la Meurthe, grains, légumes et fourrages vendus sur les principaux marchés : états bimensuels ; mercuriales mensuelles (1809-1812) ; à partir de mai 1812, mention en outre du prix du pain, de la viande, du charbon, des chandelles.	1809-1812
6 M 629	Arrondissement de Château-Salins, céréales, légumes, farine, pain, viande, fourrages et combustibles, quantité et prix moyens sur les marchés : états bimensuels (1813-1816). - Département de la Meurthe, céréales, légumes, farine, pain, viande, fourrages et combustibles, quantité et prix moyens sur les marchés : états bimensuels (octobre 1816-1822).	1813-1822
6 M 630	Instructions ministérielles et correspondance préfectorale (1824-1830). – Département de la Meurthe, grains, légumes secs, farines, pain, viande et autres comestibles, fourrages et combustibles, prix moyen sur les marchés : états bimensuels, avec indication des quantités vendues (1823-1830).	1823-1830
6 M 631	Département de la Meurthe, céréales et légumes secs, comestibles, fourrages et combustibles sur les marchés, mercuriales générales, bimensuelles : minutes.	1831-1839
6 M 632	Département de la Meurthe, céréales et légumes secs, comestibles, fourrages et combustibles sur les marchés, mercuriales générales, bimensuelles : minutes.	1840-1848
6 M 633	Mercuriales générales bimensuelles.	1849-1856

---

<sup>1</sup> Voir aussi 6 M 641-642, 650 à 652, 659 à 661.

- 6 M 634      Mercuriales générales bimensuelles. 1857-1862
- 6 M 635      Mercuriales générales bimensuelles (1863-1866) et annuelles (1867-1870) ; département de la Meurthe-et-Moselle : mercuriales annuelles (1871-1894). 1863-1894
- 6 M 636      Mercuriales générales bimensuelles (1895), mercuriales annuelles (1896-1909), mercuriales mensuelles (1910-juin 1914). – Baccarat, Lunéville, Nancy, Neuves-Maisons, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent et Toul, principales denrées alimentaires : prix de vente (septembre 1911-1912). Nancy et Toul, principales denrées alimentaires : prix de vente (1913). - Pont-à-Mousson, pain et viande : prix (2<sup>e</sup> trimestre 1915). 1895-1915
- 6 M 637      Lunéville et Nancy, grains, légumes secs, pain, viande et autres comestibles, fourrages et combustibles, quantités et prix moyens sur les marchés : état (mars 1920) ; mercuriales générales mensuelles (1920). – Nancy : mercuriales annuelles (1921). – Baccarat et Lunéville, produits d'origine animale du département, mercuriales : tableaux récapitulatifs (1923-1924). - Toul : mercuriales (février 1925). – Département de la Meurthe-et-Moselle, principaux marchés : mercuriales générales (1927-1930) ; mercuriales bimensuelles (janvier-août 1931, juillet-décembre 1936). - Département de la Meurthe-et-Moselle et ville de Lunéville : mercuriales générales (janvier-juin 1937). - Département de la Meurthe-et-Moselle, produits d'origine animale, mercuriales : tableaux récapitulatifs (1938-1939) ; tableaux mensuels (janvier-octobre 1939). – Nancy, viande, pommes de terre et pain, mercuriales : rapports adressés au commissaire central de police (1927-1936). 1920-1939

## **Produits de consommation et ravitaillement<sup>1</sup>**

### *Grains et farines*

- 6 M 638      Circulation des grains : instructions ministérielles (1845-1848) ; dénaturation des farines : instructions ministérielles (1934) ; procédés de panification, prix du pain : instructions ministérielles (1922-1924). - Grains : commerce, hors du département (1839-1862). – Marchés, approvisionnement, exécution du décret impérial du 4 mai 1812 : arrêtés préfectoraux (11 mai 1812) ; commission départementale du blé, des farines et du pain, constitution, en application du décret du 28 juillet 1922 : arrêtés préfectoraux ; échange de blé contre de la farine et du pain, en application de la loi du 17 mars 1934 : arrêtés préfectoraux (1934-1939). - Commission des blés, de la farine et du pain : procès-verbaux de séance (1922-1924) ; commission consultative départementale créée en application de la loi du 31 août 1924 et fixant le prix-limite des produits de la mouture du blé : procès-verbaux de
- 6 M 638 (suite)

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 109.

- séance (1924 et juillet 1939). - Mouture, règlements : protestations des meuniers (1924). - Meunerie : situation (1924-1937). Blé, marge de mouture : note de la meunerie (octobre 1932). - Farine : établissement du prix de revient (1930-1938). 1812-1939
- 6 M 639\* Communes de l'arrondissement de Château-Salins, grains moulus : statistique. 1848
- 6 M 640 Lunéville, marché aux grains : établissement (an XII). - Phalsbourg, marché aux grains : établissement (1807). - Einville, marché : suppression (1814). - Vicherey, marché : établissement (1817). - Sarrebourg, marché : projets d'établissement (1817). - Blâmont, marché : projets d'établissement (1818). - Demande du Conseil général de la Meurthe que le marché au blé de Nancy soit compris au nombre des marchés régulateurs : correspondance (1823-1826). - Vézelize, marché aux grains : établissement (1826). - Pont-Saint-Vincent, marchés : projets d'établissement (1825-1828). - Morhange, marchés : projets d'établissement (1828). - Lunéville, marché aux grains, ouverture, réglementation : arrêtés municipaux (1830) ; police (1830-1832, 1847-1860). - Saint-Nicolas, marché aux grains : établissement (1837). - Vic, marché aux grains hebdomadaire : projets d'établissement (1851). - Dieuze, marché aux grains hebdomadaire : projets d'établissement (1855). - Sarrebourg, marché aux grains : police (1856-1868). - Nancy, grains, congrès commercial : comptes rendus (1877-1897). - Conflans, marché aux grains hebdomadaire : projet de création (1883). - Jarny, marché aux grains : projets d'établissement (1909). - Thiaucourt marché aux grains : projets d'établissement (1925). An XII-1925
- 6 M 641 Grains et farine : prix. 1802-1863
- 6 M 642 Grains : prix. - Froment et farine : cours moyens. 1874-1939

### *Poids légal des grains*

- 6 M 643 Froment, seigle, orge et avoine, pesage des trois qualités : états (classement par arrondissement et canton). 1829-1850
- 6 M 644 Froment, seigle, orge et avoine, pesage des trois qualités : états (classement par arrondissement et canton). 1851-1865
- 6 M 645 Froment, seigle, orge et avoine, pesage des trois qualités : états (classement par arrondissement et canton). 1866-1885
- 6 M 646 Froment, seigle, orge et avoine, pesage des trois qualités : états (classement par arrondissement et canton). 1886-1902

### *Pain*

6 M 647	Pain, fabrication et commerce : approvisionnement des boulangers. - Profession de boulanger dans les principales villes du département, réglementation : décret impérial et ordonnances royales. - Boulangers : listes <sup>1</sup> ; réglementation : arrêtés municipaux. - Pain : fixation du prix et de la taxe.	1815-1849
6 M 648	Département de la Meurthe, en particulier Lunéville, Nancy et Toul, commerce de la boulangerie et prix du pain : situation générale ; prix du pain : troubles.	1810-1849
6 M 649	Département de la Meurthe, en particulier Lunéville, Nancy, Pont-à-Mousson et Toul, commerce de la boulangerie : situation générale.	1850-1898
6 M 650	Pain : prix et taxe dans les principales villes.	1853-1864
6 M 651	Pain : prix et taxe dans les principales villes.	1865-1870
6 M 652	Pain : prix et taxe dans les principales villes.	1871-1916
6 M 653	Boulangerie : organisation ; main d'œuvre ; marge de panification ; importation de pain.	1913-1938

### ***Boucherie et viandes<sup>2</sup>***

6 M 654	Département de la Meurthe, notamment l'arrondissement de Lunéville, bestiaux et viande : production, consommation et prix.	1809-1868
6 M 655	Bestiaux et viande, production, consommation et prix : états (1860-1919, 1926). - Toul, boucherie municipale : activité pendant la guerre (1915-1921).	1860-1926
6 M 656	Nancy et département de la Meurthe, commerce de la boucherie, réglementation : arrêtés municipaux et règlements de police (1817-1851, 1866). - Nancy, concours d'animaux de boucherie : organisation (1862-1869).	1817-1869
6 M 657	Viande : prix et taxation (1814-1862). - Département de la Meurthe-et-Moselle, viande, prix : tableaux (1871-1899).	1814-1899
6 M 658	Viande : prix et taxation.	1900-1905
6 M 659	Marchés aux bestiaux : mercuriales bimensuelles.	1848-1873
6 M 660	Mercuriales mensuelles.	1892-1914

### ***Denrées***

---

<sup>1</sup> Voir aussi 7 M 73.

<sup>2</sup> Voir aussi 7 M 120 à 125.

6 M 661 Sel : prix (1833-1838). - Lait, boissons, charbon : prix (1919-1937). - Lait : approvisionnement (1857-1859, 1913-1923, 1935-1937). 1833-1937

### *Ravitaillement*

- 6 M 662 Lunéville : approvisionnement pendant la durée du Congrès (an IX). - Grains, récoltes et consommation : tableaux cantonaux indicatifs (an XIII). - Insming, grains, récoltes de 1816 : rapport du maire. - Arrondissement de Lunéville, céréales, récoltes et consommation : tableaux comparatifs (1819-1847). - Nancy et communes chefs-lieux d'arrondissement, principales consommations de la population : tableaux (1836-1844). - Céréales, production et vente, enquête ministérielle : réponses (1831) ; grains et autres farineux, récoltes, enquête ministérielle du 25 août 1846 : réponses. - Subsistances : état (1847). - Arrondissement de Toul, prix du blé et battage des céréales : lettres de maires (1854). - Récoltes de 1856 : rapports des sous-préfets. - Pomme de terre : distillation (1813, 1855-1857, 1866). an IX-1866
- 6 M 663 Guide à l'usage des comités départementaux de ravitaillement édité par le ministère de la guerre, 1892, 136 pages. - Journal de ravitaillement du préfet (1892-1905). - Plan départemental de ravitaillement (1903 et s.d.). 1892-1905
- 6 M 664 Comité départemental de ravitaillement : composition (1888-1889) ; procès-verbaux de séances (1890-1911). - Longwy et Toul : ravitaillement des places fortes (1888-1899). - Chevaux des brigades de gendarmerie et chevaux de réquisition : prévision des fournitures éventuelles de foin (1899-1900). - Commissions de réception du ravitaillement : composition (1922-1927). 1888-1927
- 6 M 665 Comité départemental de ravitaillement. - Plan de ravitaillement, places fortes, ressources du commerce, de l'industrie et de l'agriculture en cas de mobilisation : états. 1890-1898
- 6 M 666 Comité départemental de ravitaillement. - Plan de ravitaillement, places fortes, ressources du commerce, de l'industrie et de l'agriculture en cas de mobilisation : états. 1898-1904
- 6 M 667 Comité départemental de ravitaillement. - Plan de ravitaillement, places fortes, ressources du commerce, de l'industrie et de l'agriculture en cas de mobilisation : états. 1904-1912
- 6 M 668 Communes de l'arrondissement de Nancy et quelques communes de l'arrondissement de Toul, denrées de toute nature : état des ressources (1875). - Éléments de la statistique du département à fournir par le préfet au général commandant le 20<sup>e</sup> corps d'armées à Nancy, questionnaire préfectoral : réponses des communes (1904). 1875-1904
- 6 M 669 Ravitaillement pendant la guerre de 1914-1918 : circulaires et instructions ministérielles (1914-1919). - Plan départemental de

	ravitaillement : ravitaillement en farine et en viande pour la population civile ; trafic ferroviaire ; réquisition de foin et d'avoine pour les besoins de l'armée (1914-1917). - Communes des arrondissements de Lunéville, Nancy, Toul, céréales, bétail et combustibles : recensement des ressources (1915).	1914-1919
6 M 670	Céréales : recensement des stocks se trouvant chez les cultivateurs.	1917
6 M 671	Commission pour le ravitaillement éventuel des communes situées en pays annexé (août 1914) : procès-verbaux de séance. - Ravitaillement de la zone de feu : rapports du préfet au ministère de l'Intérieur (juillet 1915). - Denrées alimentaires : taxation (1914-1918). Comité consultatif départemental pour la taxation des denrées et subsistances : procès-verbaux de séance (juin-octobre 1916). - Denrées alimentaires et boissons : taxation (1916). - Ravitaillement : correspondance avec le ministère du Ravitaillement ; Magasins généraux : état des stocks ; correspondance avec les grossistes, les municipalités (1918).	1914-1918
6 M 672	Ravitaillement des régions libérées : prix des denrées dans les Magasins généraux ; gestions des comités de ravitaillement des Régions libérées ; projet de rétablissement de la liberté du commerce ; états des stocks de denrées.	1919-1921
6 M 673	Dépenses d'administration des départements envahis : subventions extraordinaires de l'État.	1916-1921
6 M 674	Cartes d'alimentation. - Communes de l'arrondissement de Nancy, établissement de la carte individuelle d'alimentation : renseignements généraux fournis à la préfecture (mars 1918). - Renouvellement de la carte d'alimentation délivrée pour le semestre d'avril à septembre 1918 : renseignements généraux fournis à la préfecture.	1918
6 M 675	Consommateurs : états récapitulatifs, par commune, des différentes catégories, avec le chiffre total de la population (mai 1918).	1918
6 M 676	Population masculine, d'après l'attribution des cartes de pain, enquête du ministère de l'Intérieur : réponses des communes (1918). - Cartes d'alimentation, différentes catégories : états de répartition des consommateurs (janvier 1919).	1918-1919
6 M 677	Ravitaillement : organisation en cas de grève des transports (février-mai 1920). - Trafic par chemin de fer. - Centres de ravitaillement. - Ressources en céréales et farines : correspondance avec les meuniers. - Ravitaillement en sucre. - Nancy, maisons de gros : ressources en différentes denrées (février 1920).	1920
6 M 678	Ressources agricoles et commerciales : états.	1921-1925



6 M 679	Canal de la Marne au Rhin et Compagnie des chemins de fer de l'Est, denrées alimentaires, arrivages et expéditions : relevés (1901-1908). - Contrôle de la direction des douanes (1904-1908).	1901-1908
6 M 680	Meurthe-et-Moselle, voies navigables et Compagnie des chemins de fer de l'Est, importations et exportations : relevés mensuels. - Nancy, direction des douanes : arrivages et expéditions constatés (1908-1914).	1908-1914
6 M 681	Rail et trafic fluvial, arrivages et expéditions : relevés mensuels (1921-1925).	1921-1925
<b>6 M 682-697</b>	<b>Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station</b>	<b>1926-1930</b>
6 M 682	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (avril-juin 1926).	1926
6 M 683	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (juillet-septembre 1926).	1926
6 M 684	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (octobre-décembre 1926).	1926
6 M 685	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (janvier-mars 1927).	1927
6 M 686	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (avril-juin 1927).	1927
6 M 687	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (juillet-septembre 1927).	1927
6 M 688	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (octobre-décembre 1927).	1927
6 M 689	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (janvier-mars 1928).	1928
6 M 690	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (avril-juin 1928).	1928
6 M 691	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (juillet-septembre 1928).	1928
6 M 692	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (octobre-décembre 1928).	1928
6 M 693	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (janvier-mars 1929).	1929
6 M 694	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (avril-juin 1929).	1929
6 M 695	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (juillet-septembre 1929).	1929
6 M 696	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (octobre-décembre 1929).	1929
6 M 697	Chemin de fer, arrivages et expéditions : relevés mensuels, par station (janvier-mars 1930).	1930
6 M 698	Établissements industriels spécialisés dans la transformation des produits agricoles ou intéressant la production agricole : états. - Ressources commerciales et moulins en activité : états (1926-1936). - Difficulté de ravitaillement en blé de pays : emploi de blé exotique (1924-1927). - Blé, stocks au 15 mai 1925 et 15 mars 1926 : états. - Blés exotiques, droits de douane : remboursement (1925). - Blés reçus	

6 M 698 d'autres départements : relevés (1926-1927). - Farines exportées en (suite) Sarre : états (1926-1927). - Restrictions alimentaires (1926). - Blés : entrées ; farines : sorties (1928-1929). - Blé et farines, stocks : déclarations (1929). - Comité départemental d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales : constitution (1933). - Blé et farines, stocks panifiables au 31 juillet 1933 : déclaration. - Blé, emblavures et stocks au 15 mai 1934 : recensement. - Stocks de sécurité : constitution, en application de la loi du 24 décembre 1934 (1935). 1924-1935

6 M 699 Groupement départemental de répartition : statuts, composition, attributions (1939-1940). - Ravitaillement des populations civiles en viande et pain en cas de mobilisation (1939). - Confection des lots communaux (1939-1940). 1939-1940

### Coût de la vie

6 M 700 Dombasle, Longwy, Nancy et Pont-à-Mousson : manifestations contre la vie chère. - Cherté de la vie : rapports des sous-préfets et des maires du département (1911). 1910-1911

**6 M 701-705 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie 1920-1937**

6 M 701 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie. 1920-1923

6 M 702 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie. 1924-1926

6 M 703 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie. 1927-1929

6 M 704 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie. 1930-1931

6 M 705 Commission régionale d'études sur le coût de la vie, réunions : procès-verbaux ; indices du coût de la vie. 1932-1937

6 M 706 Commissions régionale et départementale d'études sur le coût de la vie : instructions et correspondance ; fonctionnement ; personnel. 1928-1940

6 M 707 Conseil des consommateurs : création ; réunions : procès-verbaux. 1920-1921

6 M 708 Comité départemental d'enquête sur la cherté de la vie : procès-verbaux de séance ; denrées et fournitures, prix : relevés et contrôles effectués par la police, la gendarmerie et les municipalités. - Sous-commissions de la viande, de l'épicerie, du chauffage : rapports ; communiqués à la presse. - Indices du coût de la vie. 1924-1926

6 M 709 Comité économique prévu par la circulaire ministérielle du 24 août 1926, situation économique : rapports du préfet au ministre de l'Intérieur. 1926-1937

6 M 710	Comité départemental de surveillance des prix : instructions et correspondance, rapports de contrôle ; comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance.	1936-1937
6 M 711	Comité de surveillance des prix : composition (juillet 1937). - Police et gendarmerie, denrées et fournitures, prix : relevés, contrôles (février 1937-mai 1938). - Grands Magasins de crédits globaux d'augmentation de prix : répartition (août-décembre 1937).	1937-1938
<b>6 M 712-715</b>	<b>Surveillance des prix, comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance ; relevés effectués chez des industriels et des commerçants ; correspondance</b>	<b>1937-1940</b>
6 M 712	Surveillance des prix, comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance ; relevés effectués chez des industriels et des commerçants ; correspondance (juillet-décembre 1937).	1937
6 M 713	Surveillance des prix, comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance ; relevés effectués chez des industriels et des commerçants ; correspondance.	1938
6 M 714	Surveillance des prix, comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance ; relevés effectués chez des industriels et des commerçants ; correspondance.	1939
6 M 715	Surveillance des prix, comité et sous-commissions : procès-verbaux de séance ; relevés effectués chez des industriels et des commerçants ; correspondance (janvier-juin 1940).	1940
6 M 716	Indices du coût de la vie.	1930-1940
6 M 717	Associations coopératives de production, de consommation et de crédit existant dans le département, renseignements : états annuels.	1880-1930